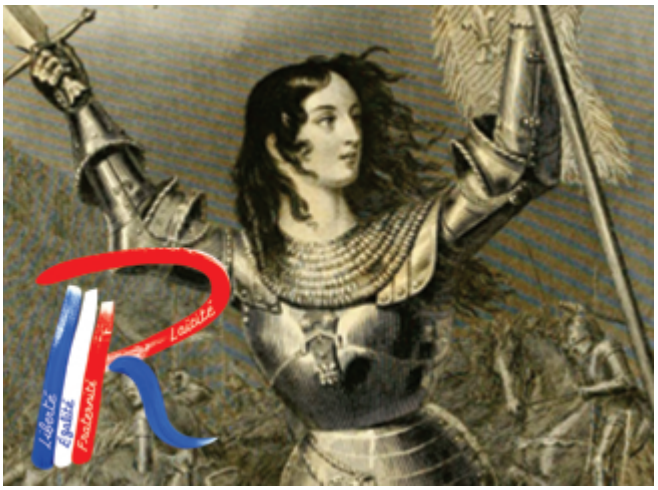
Non M. Macron, l'Allemagne ne doit pas avoir un droit de regard sur notre France.

écrit par Claude Laurent | 14 janvier 2017



En tout cas, nous savons maintenant l'essentiel: Macron veut plaire à l'Allemagne, Macron veut pédaler sur le tandem franco-allemand à la même vitesse qu'Angela Merkel, et Macron opposera à toute réforme française l'horizon bouché des aspirations allemandes.
De la vraie nature du couple franco-allemand
Car il ne faut pas se tromper sur la véritable nature de cette fameuse relation franco-allemande présentée comme un objectif en soi de politique étrangère, et même de politique intérieure.
Imagine-t-on un esprit raisonnable expliquer à Pepsi-Cola que son avenir passe par une relation amicale avec Coca-Cola?
Imagine-t-on un esprit raisonnable expliquer à Samsung qu'il doit travailler en bonne intelligence avec Apple?
Qui demanderait à Carlos Ghosn de restructurer Renault en demandant l'avis de Volkswagen?

Nous avons fait le choix du capitalisme en Europe, et dans le monde capitaliste, le principe général qui domine est celui de

la concurrence.
Lorsqu’un responsable politique français, envers et contre toute logique, « oublie » ce détail et préconise d’accorder un droit de regard à l’Allemagne sur nos réformes intérieures, comme le propose Emmanuel Macron, c’est bien à notre principal concurrent que nous proposons de donner les clés de la maison France.
Il s’agit, bien entendu, d’une faute politique et historique majeure.
Renverser les termes de l’échange
Emmanuel Macron appartient à cette élite française convaincue que la France ne peut plus peser seule, et qu’elle doit accepter une subordination à l’Allemagne pour assurer son avenir. Il ne s’en est d’ailleurs pas caché, puisqu’il a déclaré à Berlin: « On peut faire un Google européen, un Google français n’existera jamais. »
www.atlantico.fr/decryptage/quand-emmanuel-macron-renonce-au-role-france-dans-union-europeen-dans-discours-prononce-berlin-2933222.html#qF6e3plJf2qfETeq.99